



## **REVUE DE PRESSE**

**Mercredi 11 octobre 2017**



# Stéphane Bern mise sur le gros lot

«**L**e Loto ? 100% des gagnants ont tenté leur chance!»

Historien intime du couple présidentiel, Stéphane Bern fait sienne cette lapalissade. Chargé par Emmanuel Macron d'une mission sur la sauvegarde du patrimoine, l'animateur de France Télévision a trouvé la solution miracle en période de fortes restrictions budgétaires: «*On va lancer pour la première fois enfin le 'Loto patrimoine'. Un tirage et un grattage spécial. Le gagnant gagnera sa part habituelle. La part de l'État reviendra au patrimoine*».

Pour justifier sa proposition, Stéphane Bern souhaite présenter sur France 2 «*un programme court tous les jours juste avant le journal de 20h.*» Il y expliquerait «*un projet*», mettrait en avant «*chaque jour un monument en danger. Il y aurait un sponsor, un acteur économique qui soutiendrait cette émission*». Stéphane Bern l'affirme à qui veut le croire: «*Je ne veux rien demander, ni à*



*l'État, ni au service public.*» Sauf à l'un de libérer l'une des cases les plus lucratives de sa grille de programmes et à l'autre de perdre des recettes non négligeables sous la forme des diverses taxes encaissées...

## **En 1900 Alphonse Allais y pensait déjà**

La Grèce pousse le bouchon plus loin. Dans le cadre de sa lutte contre la fraude fiscale, elle lancera d'ici novembre une tombola mensuelle d'un nouveau genre,

récompensant avec des lots de 1.000 euros l'usage de cartes bancaires.

En 1900 déjà, ce projet avait été présenté par l'humoriste français Alphonse Allais, dans une chronique intitulée «*Importante innovation financière*».

Le passage à l'acte a été présenté par le ministère des Finances qui a affecté une cagnotte de 12 millions d'euros par an à cette loterie, dont l'enjeu est de généraliser les paiements par cartes bancaires pour réduire ceux en liquide. Le premier tirage mensuel d'une de ses «*loteries fiscales*» doit avoir lieu fin octobre ou début novembre, pour répartir un million d'euros entre 1.000 gagnants. Le gros lot ne sera pas imposable, mais pourra être saisi s'il échoit à un mauvais payeur, débiteur de l'État.

Avant la Grèce, le Portugal et l'Italie avaient instauré diverses formules de «*loteries fiscales*». Dans tous les cas, les gouvernements ne laissent rien au hasard.

## L'attractivité et le dynamisme d'Angoulême

**Qualité de vie** d'après le baromètre Arthur Loyd

**Top 3 des agglomérations de taille moyenne**  
(100.000 à 200.000 habitants)

**1 Angoulême**

**2 Laval**

**3 Beauvais**

Les atouts de la ville :

■ Offre culturelle diversifiée



■ Panel des formations de l'enseignement supérieur



■ Situation géographique en TGV

**1h45** PARIS  
**0h35** BORDEAUX



■ Coût immobilier attractif



Où vit-on le mieux ?

Des villes de la Nouvelle Aquitaine dans le top 20 (classement sur 100)



Source : Arthur Loyd - l'Express

INFOGRAPHIE CL

# Cognac Automobiles paye ses salariés in extremis

Pas rémunérés depuis août, tous les salariés, sauf une, étaient hier devant les prud'hommes. Le patron a viré l'argent juste avant l'audience.

Benoît CAURETTE  
b.caurette@charentelibre.fr

**D**ans le sillage des clients très énervés, les salariés en retard. Un mois et demi après avoir été séquestré par une dizaine de particuliers auprès de qui il s'était lourdement endetté, Didier Roy, le patron de Cognac Automobiles, se trouvait hier après-midi devant le conseil des prud'hommes d'Angoulême. En face de sept salariés à qui il devait aussi pas mal d'argent. Peintre, carrossiers, administratifs..., tout le personnel, à l'exception d'une collaboratrice du garage auto aux abois, se plaignait récemment encore de n'avoir pas reçu les salaires d'août et de septembre. Dans l'impasse, il a saisi la juridiction en référé, c'est-à-dire en urgence.

”

**Cette situation a mis l'un de nos collègues en grandes difficultés. Il a dû recourir à la Banque alimentaire et faire une demande de RSA.**

Bonne surprise hier à l'audience: Didier Roy avait, hasard du calendrier sans doute, procédé le matin même aux virements pour septembre. Les salaires d'août ayant, eux, été régularisés quelques jours plus tôt. Quant à la prime de fin de contrat qu'une employée en CDD attendait depuis un moment, elle est



En août, le cogérant (au fond) avait déjà eu affaire à des clients mécontents. Archives CL

arrivée fort à propos sur le compte de l'intéressée avant-hier. Devant les juges, aucun des salariés n'a pu confirmer que les sommes versées le matin par l'employeur avaient effectivement été virées. Didier Roy a cependant montré des justificatifs bancaires, avec des montants correspondant à ce que réclamait le personnel.

## «J'ai été retardé par la vente»

Pour expliquer le délai, le cogérant dit «avoir été retardé dans la vente de la SCI». «Il y a eu aussi des problèmes sur le Kbis qu'il a fallu refaire entièrement. Tout n'a été finalisé que le 28 septembre.»

«Ceci relève de la responsabilité de l'employeur, répond l'assesseur, et vos salariés n'ont pas à en pâtir.»

Les prud'hommes prennent néanmoins acte de ce que la situation est en cours de régularisation. «Vous avez recouru à la bonne méthode pour obtenir le versement de vos salaires et l'on peut entendre qu'il vous ait été désagréable

d'attendre à ce point. Mais il n'y a pas grand-chose de plus à dire», tranche le juge prud'homal à l'adresse des salariés.

«Je voudrais tout de même ajouter que cette situation a mis l'un de nos collègues en grandes difficultés, insiste un salarié. Il a dû recourir à la banque alimentaire et faire une demande de RSA.» Du reste, certains se sont retrouvés à découvert et se sont vu imposer des frais bancaires dont ils réclament le remboursement. «Je n'ai eu aucune requête en ce sens», oppose Didier Roy. «Nous rendrons le 17 octobre notre prononcé sur tout ce qui reste en suspens», rebondit le président.

En attendant, sur les marches du palais, l'ambiance était pesante et les langues, en présence de l'employeur, peinaient à se délier. Didier Roy assure que l'entreprise va repartir du bon pied. «Nous sommes sur le point de nous restructurer», jure celui qui n'est plus pour l'heure qu'à la tête d'un parc auto en forme de gruyère. Discrètement, des salariés sourient.

# Plus de 2 500 fonctionnaires disent leur colère à Angoulême

Profs, soignants, agents, pompiers, policiers, inspecteurs du travail..., toute la fonction publique était représentée hier pour dire son malaise et réclamer plus de considération.

Benoît CAURETTE  
b.caurette@charentelibre.fr

La police en a compté 1 500. Eux estiment s'être retrouvés le double. Selon les observateurs, les fonctionnaires étaient au moins 2 500 hier matin à défilé sans débordement dans les rues d'Angoulême. Démonstration de force plutôt réussie, donc, pour une intersyndicale qui n'avait plus ratisé aussi large en Charente depuis dix ans. «Il n'y a pas à dire, mais quand tous les syndicats appellent à la grève, ça va tout de suite mieux», savourent Jean-Paul Pochard, fer de lance de la FSU départementale.

CFDT, CGT, FSU, FO, Unsa, Solidaires, Autonomes: l'union n'avait pas été aussi sacrée chez les salariés du privé depuis la rentrée sociale agitée, ni au cours des deux manifés contre la «loi travail XXL», ni même au cours de celle des retraités.

«Un appel intersyndical fédère même au-delà des syndiqués», apprécie Henri Lalouette, du Snetaa FO, syndicat enseignant des lycées professionnels. Ainsi, cette jeune infirmière du centre hospitalier d'Angoulême qui «ne préfère pas donner [son] nom» mais est venue dire son malaise dans la rue. «Parce qu'on ne sait plus com-

ment l'exprimer, explique-t-elle. On a l'impression de n'être ni écoutés ni soutenus par la hiérarchie. Il y a beaucoup de frustration, peu de reconnaissance.» Et surtout une inadéquation constante de moyens, «au détriment des usagers». «Clairement, depuis dix ans que je suis à l'hôpital, nous fonctionnons dans mon service à effectifs constants, mais le nombre de patients a progressé de 70%! Comment, dans ces conditions, pouvons-nous bien les soigner?»

## «Nous perdons acquis sur acquis»

Ici, le malaise va au-delà du gel du point d'indice depuis 2006. Un motif de contestation cependant majeur pour la plupart des manifestants, issus de tous les horizons – des profs aux inspecteurs du travail – et par ailleurs vent debout contre le retour annoncé du jour de carence «injuste», mais aussi, forcément, la suppression à venir de 120 000 postes de fonctionnaires dans toute la France.

«Pour nous, les salaires doivent être réévalués de 16% immédiatement, cela correspond à ce que nous avons perdu pendant toutes ces années», pointe Olivier Brunaud, de FO. «Sans demander de montant précis, nous attendons



L'imposant cortège a arpenté pendant près de deux heures le centre-ville d'Angoulême pour finir devant le tribunal. Photo Majid Bouzzit

nous aussi un geste, abonde Yannick Thiolat, policier au commissariat d'Angoulême et membre du bureau départemental SGP 16 police. Parce que c'est une reconnaissance de base. Au lieu de cela, nous perdons acquis sur acquis

depuis des années.» Même son de cloche chez les pompiers. «Nous refusons la casse du service public, insiste Xavier Boy, des Autonomes. Nous y sommes attachés, nous donnons beaucoup pour lui et nous en avons

marre d'être montrés du doigt comme des privilégiés et des faibles. Rendez-vous compte que dans certains cas, il faut des primes pour que des agents puissent percevoir un salaire au niveau du Smic. C'est grave.»

”  
Dans certains cas, il faut des primes pour maintenir des traitements au niveau du Smic. C'est grave.

■ Avec les nouveaux aménagements, des places ont disparu ■ Hennessy a créé un parking pour ses employés et la Ville a d'autres projets ■ Mais ça ne suffit pas.

# Sur les quais de Cognac, la galère du stationnement

Julie PASQUIER  
j.pasquier@charentelibre.fr

**D**onner plus de place aux piétons. C'est l'un des principaux objectifs du réaménagement des quais à Cognac (lire l'encadré ci-dessous). Forcément, ça se fait au détriment des automobilistes, qui ont vu les places de stationnement fondre comme neige au soleil, ces derniers mois. Résultat: difficile de trouver un endroit où se garer en bord de Charente. Le parking de la Salle-Verte est souvent bondé alors que les places, en zone bleue, limitées à 1h30, sont prises d'assaut.

«Galère», «Enfer»... Les mots ne manquent pas dans la bouche de ceux qui bossent dans le coin. Et notamment de la part des salariés de Hennessy. Ils sont plus de 200 à travailler à la Richonne. La maison de négoce avait pourtant prévu le coup. Au printemps, elle a réaménagé un parking face à Véolia, à près de 700 mètres de là. 96 places au total, dont six réservées aux voitures électriques. «Mais ça ne couvre pas les besoins en stationnement, reconnaît-on chez le leader du cognac. Il y a une transformation à prendre en considération. On y réfléchit.»



Avec les aménagements des quais, quelque 80 places ont été supprimées en bord de Charente.

Photos J. P.

En prévision, la mairie a aussi aménagé un parking près des Abattoirs. À 700 mètres également. «Le problème, c'est que les gens ne veulent pas marcher», déplore Patrick Sedlacek, premier adjoint à la mairie, qui doit prendre ce phénomène en compte dans les projets à venir. Pour combler le manque de place sur les quais, un autre parking est prévu à la Vigerie. Une centaine de pla-

ces devraient voir le jour en 2019. «Mais si on ne met pas de navettes en place pour faciliter les trajets, j'ai peur qu'il soit considéré comme trop loin...», glisse l'élu.

## La Salle-Verte bientôt payante?

D'ici là, un autre souci risque de se poser: au 1<sup>er</sup> janvier, le parking de la Salle-Verte sera fermé avec

des barrières... pour devenir payant. Les élus pourraient toutefois décider qu'il ne le soit que durant la période estivale, entre avril et septembre.

«Hennessy et Martell ont demandé que les touristes puissent se garer près de leurs circuits de visite», indique Jonathan Muñoz, le directeur de cabinet du maire. Actuellement, c'est compliqué. «Le parking est toujours plein, avec des voitures qui ne bougent pas.»

Cela a des répercussions ailleurs, en ville. Les gens qui avaient pris l'habitude de se garer sur les quais stationnent désormais plus haut. «Le matin, je n'angoisse pas parce que je vais au travail, mais parce que je ne sais pas où je vais me garer», confie Sandrine Dautry, employée chez Coates Assurances, qui a lancé une pétition. C'est la première discussion qu'on a avec les collègues.»

Selon elle, dans son nouveau plan de stationnement, «la mairie n'a pas pensé aux riverains et aux gens qui travaillent.»

«C'est compliqué le stationnement, ajoute lui Patrick Sedlacek. Les intérêts diffèrent entre les commerçants qui veulent des rotations et les salariés qui veulent des créneaux plus longs.»

## Le chantier entre dans sa dernière phase

Dans les temps. Alors que le passage sous le pont est rouvert à la circulation depuis fin septembre, la troisième et dernière phase du chantier des quais vient de démarrer. Les ouvriers commencent à poser le muret qui doit remplacer à terme les garde-corps. Ceux-ci seront enlevés morceau par morceau dans les mois qui viennent. À l'autre bout, face au parking de la Salle-Verte, la pelleuse s'active aussi. L'espace enherbé fera bientôt place à un parvis bétonné. Tout au long de la promenade, des arbres vont être plantés, courant novembre. Le chantier doit être livré en avril.



Sous le pont, le passage est rouvert à la circulation. Mais en sens unique désormais.



## Les lycéens ont franchi l'obstacle

La BA 709 de Cognac-Châteaubernard s'est à nouveau muée en parcours d'obstacles géant hier, grâce à la journée «sports armées jeunesse», qui se tient au plan national pour la treizième fois. En l'espèce, 90 lycéens des établissements cognaçais de Beaulieu, Louis-Delage et Jean-Monnet se sont lancés dans la course, avant d'avoir droit à une récompense spectaculaire: l'observation d'un Epsilon TB 30, l'avion utilisé par l'armée de l'air pour former les pilotes de combat (Photo P. Midreuil, armée de l'air).

## Des projets se heurtent au manque de moyens de la commune

**J**acqueline Demontoux, la présidente de l'association «Pour le renouveau du balet des moulins», était présente dans les rangs du public, lors de la réunion du conseil municipal de Javrezac, lundi soir. Elle attendait la délibération des élus, inscrite à l'ordre du jour, sur la demande de subvention qu'elle avait formulée auprès du maire, à hauteur de 2.000 €. «*On ne pourra pas donner de l'argent public sans qu'un droit de passage public sous le balet des moulins soit accordé*», a dit la maire Pascale Belle, consciente du fait que le fond Leader européen qui aide les initiatives communautaires ou communales, ne pourrait intervenir favorablement que dans le cas où la commune ferait un geste à hauteur de la somme demandée.

**Salle des fêtes.** Les travaux de rénovation et mise aux normes sont reportés, faute de moyens. La subvention départementale de 14.000€ ne peut suffire à elle seule. «*On va refaire une demande de dotation d'équipement de territoire rural (DETR), si possible avec d'autres mairies qui se sont heurtées au même refus de la sous-préfecture.*» a dit Pascale Belle, qui avoue placer ses espoirs dans le changement imminent de sous-préfet.

**Locaux associatifs.** Les clubs de pétanque et de football ont refusé l'offre de la mairie consistant à leur fournir des bungalows achetés au camping communautaire de Cognac, pour y installer vestiaires ou



Une subvention pour l'association patrimoniale de Jacqueline Demontoux était inscrite à l'ordre du jour. Photo CL

club-house. «*C'était pourtant une bonne affaire. L'agglomération nous offrait pour le même prix les terrasses en bois*», a regretté la maire.

«*On en est rendu à ne pas pouvoir boucher les trous dans les rues. On est loin de pouvoir investir 50.000€ dans des locaux en dur*», a commenté pour sa part Gérard Joubert, premier adjoint.

**Commission scolaire.** «*On peut considérer maintenant que l'école est officiellement fermée*», a déclaré la maire, faisant état de l'obligation paradoxale qui se présentait de remettre sur les rails une commission scolaire. «*29 enfants de la commune sont scolarisés à l'extérieur. Les parents sont en droit de réclamer le remboursement des frais de scolarité engagés pour rejoindre les écoles de Cognac ou Louzac*», a conclu Pascale Belle.

423376

### CHÂTEAUBERNARD

M<sup>me</sup> Huguette RULLAUD

nous a quittés le 9 octobre 2017,  
à l'âge de 85 ans.

Ses obsèques religieuses seront célébrées  
le jeudi 12 octobre 2017, à 10 h 30,  
en l'église du bourg, à Château-bernard,  
suivies de l'inhumation au cimetière  
du bourg.

Le présent avis tient lieu de faire-part.  
De la part de toute sa famille.

AML PF et marbreries charentaises, Cognac,  
Jarnac, 15, avenue Paul-Firino-Martell  
(ancienne rue de Pons), 05.45.82.41.05.

# Le service public fait front

Des soignants aux enseignants, des ministères aux collectivités, les fonctionnaires ont fait grève et manifesté par dizaines de milliers hier contre les «attaques» du gouvernement à leur égard.

Ils étaient entre 209.000 hier selon le ministère de l'Intérieur, 400.000 selon la CGT, à manifester dans toute la France dans le cadre de la journée d'action des fonctionnaires.

Selon les estimations définitives de la CGT, le taux global de grévistes était de l'ordre de 30%. Jean-Marc Canon, son secrétaire général, a cité un taux de «33%» aux finances publiques (environ 130.000 personnes), comme dans certains secteurs du ministère de la Culture ou dans l'Éducation avec 50% des instituteurs en grève, selon le SNUipp, leur premier syndicat. «Une telle mobilisation ne s'était pas vue depuis 2007. J'espère que le gouvernement entendra le message et fera de nouvelles propositions», a réagi Jean-Marc Canon, se disant «très satisfait».

## «Héros du quotidien»

Le Ministère des Comptes publics a lui fait état de taux de grévistes de 13,95% dans la fonction publique d'État - avec une moyenne de 16,67% dans l'Éducation et 13,65% dans les autres ministères -, 9,5% dans la fonction publique territoriale et 10,4% dans la fonction publique hospitalière, des taux plutôt élevés au regard des mobilisations passées.

«Macron, regarde ta Rolex, c'est l'heure de la révolte»: à Saint-Nazaire, Nice ou ailleurs, le président Macron était souvent la cible du mécontentement dans les cortèges, qui dénonçaient un «ras-le-bol» gé-



Dans les cortèges qui dénonçaient un «ras-le-bol» général, Emmanuel Macron a souvent été la cible du mécontentement.

Photo AFP

néral, à l'appel de tous les syndicats de la fonction publique (CGT, CFDT, FO, Unsa, FSU, Solidaires, CFE-CGC, CFTE et FA) une première depuis dix ans.

«La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat», clamait une banderole CGT à Paris, où la manifestation a été émaillée de quelques incidents, avec des agences bancaires prises pour cibles.

Suppressions de 120.000 postes d'ici à la fin du quinquennat, gel des rémunérations, rétablissement du jour de carence, remise en cause de leur statut... Les syndicats dénoncent «une série d'atta-

ques» inédite à leur rencontre.

Ce rassemblement unitaire «reflète plus qu'un malaise dans les fonctions publiques», a déclaré le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, qui défilait à Lyon. Les fonctionnaires, «souvent traités de feignants et de profiteurs», ont «besoin de respect», a souligné Philippe Martinez (CGT) à Paris. Pour Mylène Jacquot (CFDT), l'absence de hausse du pouvoir d'achat est «la goutte d'eau qui a fait déborder le vase».

Interrogé lors des questions au gouvernement à l'Assemblée, le ministre chargé de la Fonction publique, Gé-

rald Darmanin, a salué le travail de ces «héros du quotidien», qui «souhaitent bien sûr être considérés, après des années où il n'y a pas eu d'augmentation du point d'indice». Il a assuré que les «quatre milliards d'euros» actés par le gouvernement précédent pour revaloriser les carrières seraient «maintenus».

«Si on n'est pas entendu, on se posera la question de la suite. On verra le 16 (octobre, date d'un rendez-vous salarial avec Gérald Darmanin, ndlr) si le gouvernement arrive avec de nouvelles propositions», a prévenu Christian Grolier de FO Fonction publique.

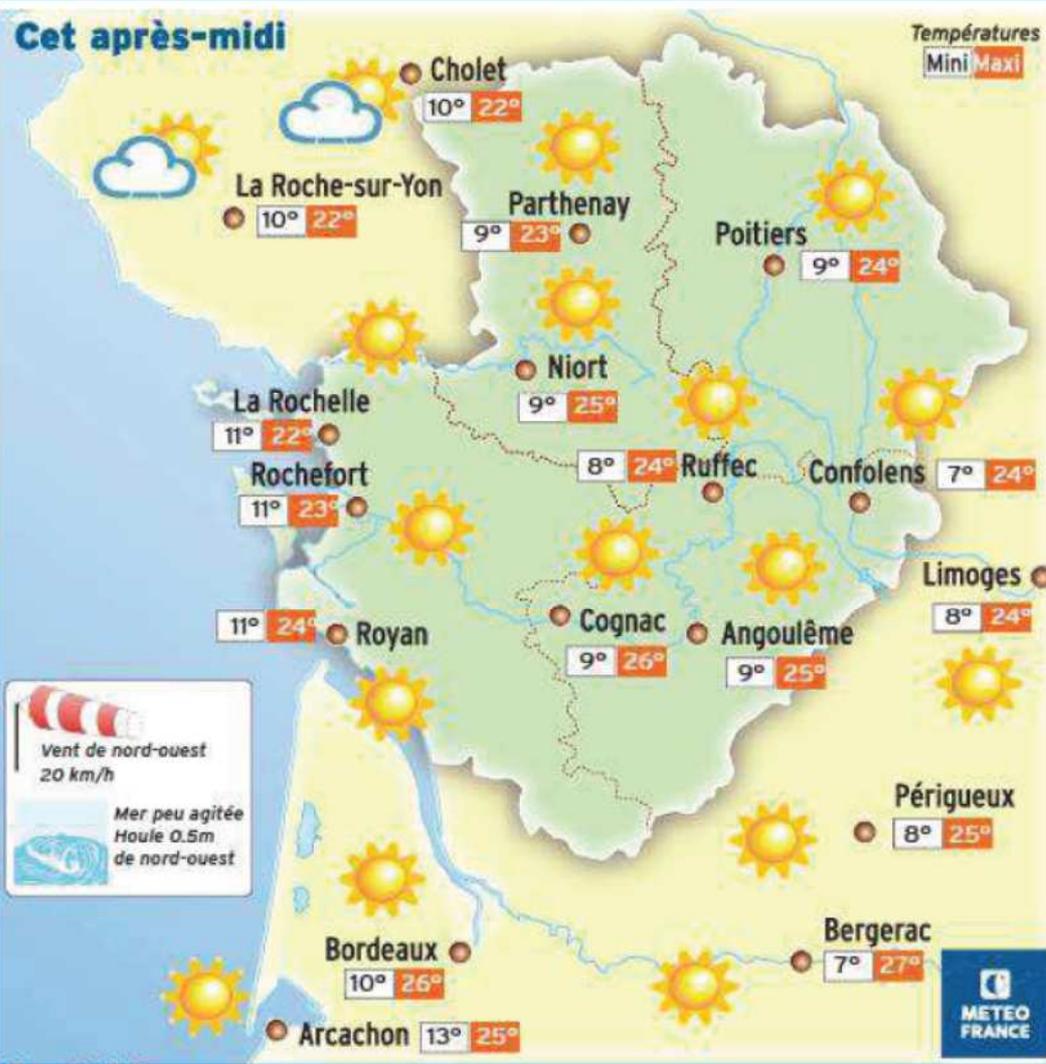
## Vélo électrique: nouvelle aide à l'achat en 2018

La ministre des Transports Élisabeth Borne a annoncé hier qu'un «nouveau dispositif de soutien» à l'achat d'un vélo à assistance électrique doit être «imaginé» en 2018. Le gouvernement a supprimé, dans le projet de loi de finances, la prime pour l'achat d'un vélo électrique, moins d'un an après son entrée en vigueur. Cette prime, qui peut aller jusqu'à 200 euros, disparaîtra dès février 2018, ce qui suscite des critiques du côté aussi bien politique qu'industriel.

## Fin de l'exploitation des hydrocarbures

L'Assemblée a adopté largement hier, en première lecture, le projet de loi sur la fin de la recherche et l'exploitation des hydrocarbures en France d'ici 2040. Une dérogation a été votée pour permettre la poursuite de l'exploitation du soufre du bassin de Lacq, au nom du maintien des emplois. «La France signe une voie de sortie des énergies fossiles qui sera irréversible», s'est félicité le ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot, à l'issue du vote (316 voix pour, 69 contre et 47 absentions). Le Sénat examinera le texte à partir du 7 novembre, en vue d'une adoption définitive d'ici à la fin de l'année.

# Cet après-midi



## Ensoleillé.

Quelques brumes ou bancs de brouillards le matin, puis le temps est peu nuageux et ensoleillé. Le ciel devient localement plus nuageux en début de soirée.  
Vent de sud-est puis ouest modéré.  
Températures maximales : comprises entre 22 et 25 degrés.

## Judi



## Vendredi



## Samedi



## Dimanche



## Lundi



## Mardi



## MER

Midi / 16h

# La fin de l'exploitation des hydrocarbures votée

**ÉNERGIE** Le projet de loi porté par Nicolas Hulot se voulait historique, il est surtout symbolique

L'Assemblée a adopté largement hier, en première lecture, le projet de loi sur la fin de la recherche et l'exploitation des hydrocarbures en France d'ici 2040, texte aux lourds enjeux industriels et environnementaux mais jugé insuffisant par des ONG et certains groupes politiques.

« La France signe une voie de sortie des énergies fossiles qui sera irréversible », s'est félicité dans l'hémicycle le ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot, à l'issue du vote (316 voix pour, 69 contre et 47 abstentions). Le Sénat examinera le texte à partir du 7 novembre, en vue d'une adoption définitive d'ici à la fin de l'année.

## Équilibriste

Pour son premier texte devant le Parlement, l'ancien militant écologiste s'est livré à un exercice d'équilibriste, entre idéal et pragmatisme sur ce texte. Le projet de loi prévoit de ne plus délivrer de nouveaux permis d'exploration d'hydrocarbures, liquides ou gazeux. Et les concessions d'exploitation existantes ne seront pas renouvelées au-delà de 2040.

Lors des débats dans l'hémicycle, durant deux journées denses la semaine dernière, les députés ont cependant voté des exceptions, justifiées notamment par la nécessité de mieux « sécuriser » juridiquement le

projet de loi. Ainsi la production pourra se poursuivre au-delà de 2040 si l'industriel titulaire d'un permis n'est pas rentré dans ses frais par rapport aux recherches préalables. Une autre dérogation a été votée pour permettre la poursuite de l'exploitation du soufre du bassin de Lacq, sous l'impulsion de députés des Pyrénées-Atlantiques et au nom du maintien des emplois.

## Trop de concessions ?

Globalement, des associations comme Les Amis de la terre, Attac France et 350.org jugent que « l'Assemblée nationale gâche une opportunité unique ». Pour Europe-Ecologie-Les Verts aussi, « la riposte des lobbies pétroliers a conduit à nombre de reculs ». Même si jusqu'à ses plus farouches opposants au Palais Bourbon ont salué sa capacité d'« écoute », le ministre ne sort pas indemne de ces débats.

L'ex-titulaire du portefeuille, Ségolène Royal (PS), a tiré dimanche une « petite sonnette d'alarme » sur plusieurs de ses dossiers, dont celui des hydrocarbures. Peu avant le passage du projet de loi, Nicolas Hulot a en effet prolongé un permis exclusif d'exploration détenu par Total au large de la Guyane, ce à quoi Ségolène Royal s'était refusée, malgré de « très fortes pressions ».

# Les fonctionnaires en force

**SOCIAL** Des centaines de milliers de personnes ont manifesté à Paris et en région

PIERRE TILLINAC  
p.tillinac@sudouest.fr

Dans le cortège qui traverse le centre de Bordeaux, sonos à fond, cette militante CFDT est obligée de crier pour se faire entendre : « Ce qui est important c'est que toutes les organisations syndicales soient dans la rue. On ne sait pas si on réussira à le refaire. Alors aujourd'hui, il faut en profiter. Nous sommes là pour dire non à Macron. Si on réduit le nombre de postes et si on tape dans le pouvoir d'achat, ça ne tiendra pas. Il faut qu'il s'en rende compte. »

Postiers, infirmiers, enseignants, territoriaux, ils s'interpellent en se traitant de « feignant » ou d'« extrémiste », en référence aux mots utilisés par Emmanuel Macron au mois de septembre, dans un discours prononcé en Grèce. « Pourquoi ces insultes ? Nous voulons être respectés », souligne un soignant FO de l'hôpital de Libourne. « On tire de plus en plus sur la corde. On nous demande toujours d'en faire plus avec moins. On n'entend plus parler de rentabilité et d'optimisation des moyens. Ça nous inquiète ».

## « Il faut que ça change »

Les uns et les autres assurent que la colère monte et qu'ils ne se laisseront pas faire. « Le gel du point d'indice, la hausse de la CSG, la loi travail, le jour de carence, les suppressions de poste annoncées, la baisse des emplois aidés qui va contribuer à détériorer les conditions de travail des titulaires... Ça commence à faire beaucoup. Il faut que ça change », s'insurge un militant CGT de l'Éducation nationale. « Nous ne lui demandons qu'une chose : qu'il mette en application ce qu'il avait promis », ajoute un militant UNSA de La Poste qui défille à ses côtés. « On devrait pouvoir trouver une solution ensemble. »

À Bordeaux hier, entre 5 000 et plus de 10 000 fonctionnaires ont ainsi manifesté dans les rues du centre-ville pour dénoncer les mesures « inacceptables » du gouvernement. Ils étaient entre 6 000 et 12 000 à Lyon, entre 5 000 à 8 000 à Nantes.



Toutes les fédérations de fonctionnaires étaient dans la rue, comme ici à Bordeaux. PHOTO FABIEN COTTEREAU « SUD OUEST »

**SUR**  
**sudouest.fr**  
Retour en vidéos sur  
les manifestations dans la région

Dans l'après-midi des milliers de personnes ont également défilé à Paris derrière une banderole de tête « Pour une fonction publique de progrès social, pour l'augmentation du pouvoir d'achat, pour l'emploi public ». Elles étaient 26 000 selon la préfecture de police, 45 000 selon les organisateurs. Quelques incidents ont éclaté quand des dizaines de personnes cagoulées et vêtues de noir ont pris pour cible des agences bancaires, sur le parcours de la manifestation.

D'après des chiffres cités par la CGT, les manifestations à Paris et en région auraient rassemblé 400 000 personnes, le ministère de l'Intérieur en concédant 209 000. Pour la première fois depuis dix ans, tous leurs syndicats avaient appelé à cette journée de grève et de manifestations, dans les trois grandes familles de la fonction publique (d'État, hospitalière, territoriale).

Ce mouvement d'action a par ailleurs entraîné des fermetures de nombreux services ainsi que de crèches ou d'établissements scolaires. Selon le ministère de l'Éducation nationale, le taux de grévistes atteignait plus de 17 % chez les enseignants. Les

## Le Sud-Ouest très mobilisé

### EN GIRONDE

5 000 personnes selon la police, plus de 10 000 pour les syndicats, ont défilé en fin de matinée dans les rues de Bordeaux. Parti du cours d'Albret, le cortège a été rejoint au niveau du palais de justice par une forte délégation de la France insoumise.

### EN CHARENTE-MARITIME

À La Rochelle, où le cortège est parti de la place de la Motte-Rouge à 11 heures, la police a annoncé un millier de manifestants, les syndicats estiment qu'ils étaient 3 000. À midi, un autre rassemblement a été organisé à Saintes. Un millier de personnes y a participé, selon les organisations syndicales.

### EN CHARENTE

Un rassemblement a été organisé à Angoulême hier matin. Environ 2 000 agents de la fonction publique ont défilé dans les rues du centre-ville.

### DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

À Pau, la manifestation a rassemblé entre

2 100 personnes, selon les forces de l'ordre, et 3 000 à 4 000 selon les organisations syndicales. Dans le même temps, plus de 2 000 personnes ont arpenté les rues de Bayonne.

### DANS LES LANDES

À Mont-de-Marsan, les manifestants s'étaient donné rendez-vous sur le parking des arènes pour défilé jusqu'à la préfecture. Au total, entre 1 300 personnes, selon la police, et 1 500, selon les syndicats, ont participé.

### EN DORDOGNE

Trois rassemblements étaient prévus hier, à Périgueux, Sarlat et Bergerac. Dans les rues de la préfecture, 1 600 fonctionnaires ont fait entendre leur colère.

### EN LOT-ET-GARONNE

À Agen, près de 900 personnes, selon la police, et un millier, selon les syndicats, se sont élançées de la Préfecture avant de défilé dans le centre-ville.

syndicats avançaient 12 % de grévistes à Pôle emploi. Dans le ciel, 30 % des vols avaient été annulés de façon préventive.

### « Plus qu'un malaise »

Pour Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, qui défilait à Lyon, ce rassemblement unitaire « reflète plus qu'un malaise dans les fonc-

ctions publiques ». Les fonctionnaires « ont besoin de respect », ajoutait dans la manifestation parisienne, Philippe Martinez, numéro un de la CGT.

Prochaine étape dans un peu moins d'une semaine. Un rendez-vous salarial, initialement fixé mardi, aura en effet lieu le 16 octobre, a annoncé Gérard Darmanin, ministre

de l'Action et des Comptes publics. « Aucun agent public ne verra son salaire baisser » promet-il. « On attend que le gouvernement entende ce que disent les neuf fédérations de fonctionnaires et que, le 16 octobre, soit vraiment prise la mesure de cette expression », a prévenu la secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison.

# Numérique : l'opposition choisit l'option débat

**CHAMPNIERS** Éternel sujet de friction en Charente, le déploiement numérique a alimenté, hier, un débat organisé par la Charente à gauche, le premier d'une série

HÉLÈNE RIETSCH  
h.rietsch@sudouest.fr

C'était une première pour l'opposition, hier soir, dans la salle Dambier à Champniers devant une trentaine d'élus. Le groupe la Charente à gauche au sein du Département, habitué à ferrailler avec la majorité sur le déploiement du Très haut débit (THD), organisait avec ses collègues une réunion-débat. « Pour y voir plus clair et non pas pour polémiquer dans ce sujet complexe qui coûte cher », a assuré Jeanne Filloux, maire de la commune et conseillère départementale.

En débat : la fameuse fibre, défendue par la majorité (ci-dessous). « Soyons clairs, nous ne sommes pas contre la fibre optique mais tout ne se résume pas à elle », a prévenu d'emblée Thibaut Simonin, conseiller départemental de Gond-Pontouvre, coorganisateur du débat avec Philippe Bouty, président du groupe Charente à gauche.

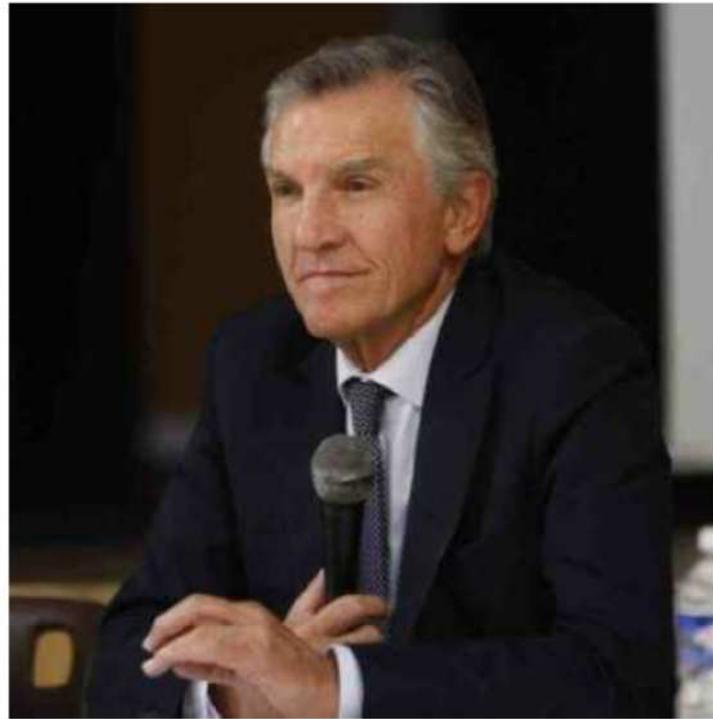
## « Avec grande prudence »

Stéphane Traumat, entrepreneur qui accompagne les entreprises du digital à Angoulême et à Bordeaux, spécialisé dans le développement de logiciels, a évoqué les « besoins assez simples » de son entreprise.

« Aujourd'hui, à Angoulême, avec un mix technologique d'Adsl et de 4G fixe, et 20 personnes, on s'en sort sans grand souci. On utilise assez peu de débit Internet puisque nous stockons tout sur des data serveurs externalisés chez des spécialistes », a expliqué le jeune entrepreneur.

Autre parole entendue, celle de Pierre Camani, président socialiste du Lot-et-Garonne, venu, dit-il, « sans vision polémique ». Lui aussi déploie la fibre dans son départe-

ment (40 000 prises Fth prévues sur les cinq années qui viennent) mais, en plus, revendique le WiFi haut débit, une solution immédiatement disponible. « Avant 2008, le Lot-et-Garonne a développé le Wi-max par voie hertzienne qui marche plus ou moins bien. Le WiFi haut débit permet, aujourd'hui, pour 2 millions d'euros d'investissement, de garantir jusqu'à 6, 12 ou 20 Mb/s sur tout le département », a ajouté l'élue qui évoque un budget global de 130 millions d'euros sur dix ans contre 177,7 millions d'euros en Charente jusqu'en 2022. « Ce modèle nous permet de nous déployer sereinement », a assuré Pierre Camani, évoquant des « investissements énormes » qui, on l'a vu, poussent les élus « à avancer avec grande prudence ».



Pierre Camani, président du Département du Lot-et-Garonne, a défendu un mix technologique. PHOTO ANNE LACALUD

## « Tordre le cou aux idées reçues »

**LA RÉPLIQUE** Aucun retard mais une priorité stratégique constante selon la majorité. « La fibre, c'est une technologie pérenne et, au final, la moins chère »

Plutôt inquiète, la majorité départementale a pris les devants, hier, en organisant une conférence de presse pour dire « ce qui a été fait et tordre le cou aux idées reçues ».

Sur le Très haut débit (THD) et le haut débit, on n'a pas traîné, a dit, en substance, François Bonneau, assurant que le Schéma départemental de l'aménagement numérique voté en 2014 n'était « pas adapté ni sur la forme et ni sur le fond ».

« Nous entrons maintenant en phase opérationnelle mais les études étaient indispensables pour amener l'autoroute », a assuré le président. Concrètement, le Département a opté pour l'option fibre, tout en s'appuyant sur un mix technolo-

gique, à savoir une part de réseau radio 4G fixe (marché attribué depuis le 18 août à Nomotech pour du haut débit de qualité d'ici 2018) et le maintien du dispositif satellite.

Pourquoi l'objectif d'équiper le département à 80 % en fibre d'ici 2020 ? « Parce que la fibre, c'est un réseau qui nous appartient et qui, s'il coûte 200 millions, va générer des recettes », explique Jacques Chabot, en charge du développement numérique. « La fibre est finalement la technologie la moins chère parce qu'elle est pérenne si on calcule l'investissement en décennie. Il faut huit à dix ans pour un retour sur investissement », assure l'élue pour qui « il est par exemple aberrant de

comparer la 4G fixe avec le THD ». Les premières prises Fth (fibres à domicile) devraient être réalisées dès 2018 (4 000 prises) et jusqu'en 2022 (113 500 prises). Et elles concernent les « communes les plus en souffrance », insiste la majorité. Les 217 sites prioritaires (zones d'activités, entreprises isolées, lycées, collèges, hôpitaux) le seront au plus tard d'ici septembre 2019, assure Jacques Chabot.

Enfin, le 10 novembre, Charente numérique choisira parmi huit candidats les groupements d'entreprise qui réaliseront les travaux. « Du travail potentiel pour des sous-traitants charentais durant cinq à six ans », souligne François Bonneau.

## 1 500 fonctionnaires charentais ont défilé hier à Angoulême

Partis à 10 heures de la place du Champ-de-Mars, à Angoulême, pour arriver place Francis-Louvel en fin de matinée, environ 1 500 fonctionnaires charentais, selon la police, ont défilé hier à l'appel de plusieurs syndicats. Une manifestation pour réclamer « un service public de qualité au service de tous et toutes, sans recours à la précarité. Il faut des fonctionnaires en nombre suffisant qui soient bien traités », indiquaient-ils dans un tract protestant contre « la baisse de pouvoir d'achat (gel du point d'indice, augmentation de la CSG) ou encore les suppressions de postes massives ». Dans le cortège, on retrouvait ainsi des personnels hospitaliers, policiers ou encore enseignants. PHOTO ANNE LAÇAUD



# La pédiatrie pratiquée comme un humanisme

**PORTRAIT** Patrick Wadoux prend sa retraite. Pilier de la maternité, il incarne la mue de son métier

PHILIPPE MÉNARD  
p.menard@sudouest.fr

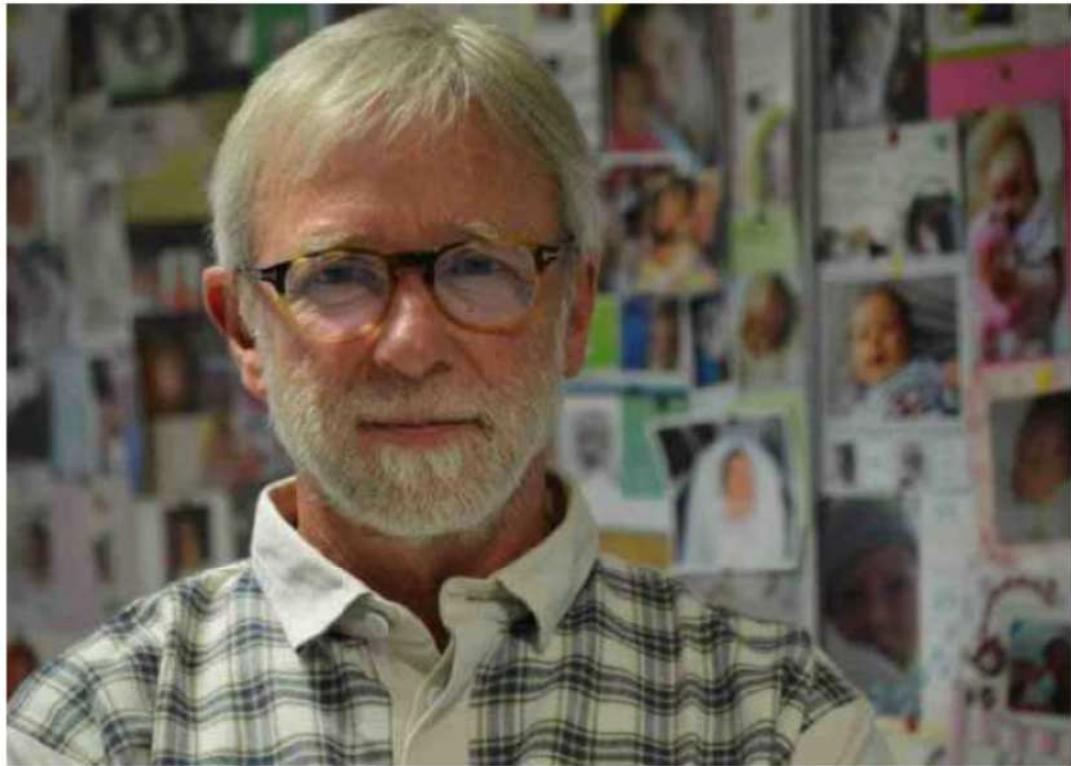
La moitié des enfants nés à Cognac depuis 1990 est passée entre ses mains. Patrick Wadoux, qui fêtera ses 66 ans samedi, a cessé définitivement son activité de pédiatre le 1<sup>er</sup> octobre. « J'ai fait du rabe ! La première fois que j'ai mis le pied dans un service de pédiatrie, c'était en 1974. » Plus de quarante ans dans les langes... La barbe est passée du blond au blanc, l'œil reste joyeusement pétillant. Cet après-midi, le centre hospitalier rend hommage à ce pilier. La maternité lui doit beaucoup (lire ci-dessous).

Son grand-père était un « pêcheur d'Islande », installé à Grandfort-Philippe, aux confins du Nord. Son père a navigué dans la marine militaire. Né à Toulon, Patrick Wadoux a choisi les mères. La famille s'était posée à La Rochelle, il a étudié à Poitiers puis Bordeaux, décrochant son diplôme en 1981.

## Double casquette

Il s'installe alors à Orthez, officiant à la fois comme pédiatre de ville et dans le petit hôpital de la cité béarnaise. « Il y avait un service de 12 lits, du nouveau-né à 18 ans. C'était génialissime. À l'hôpital, on fait du soin, du diagnostic. Dans un cabinet, on fait aussi du soin, mais on est surtout sur le suivi de l'enfant, l'accompagnement parental. J'ai toujours eu un pied en médecine de ville et l'autre à l'hôpital. »

En septembre 1990, il visse sa plaque à Cognac pour se rapprocher



Après des débuts à Orthez, Patrick Wadoux officiait à Cognac depuis 1990. PHOTO P.H.M.

de Poitiers, d'où sa femme est originaire. Et il fait rapidement son trou au sein du centre hospitalier. « Il n'y avait pas d'astreinte pédiatrique. On l'a montée avec un collègue, Alain Nebout. C'est important d'être avec l'enfant quand il y a un problème. »

« En salle de naissance, il faut que ça aille vite. Chacun doit être performant [...] Quand ça marche, ça fait plaisir. »

Être prêt à faire face aux coups durs, c'est un travail d'équipe, insiste-t-il. « En salle de naissance, il faut que ça aille vite. Chacun doit être performant. Cela suppose un travail de fond sur la formation. Quand ça marche, ça fait plaisir. Cela pompe de l'adréna-

line mais c'est très agréable. » Et quand le pire arrive ? « Il ne faut pas se retrouver seul face au décès d'un enfant. On debriefe, on essaie de comprendre le pourquoi du comment. S'il y a un problème, c'est souvent que la messe est déjà dite au départ. »

## Avoir confiance par principe

Savoir réveiller les sourires quand la situation est tendue. Cultiver l'empathie. Telles sont les qualités du praticien qui revendique « les mots magiques : respect et bienveillance ».

Il a vu son métier se métamorphoser. « J'ai vécu une époque où l'on examinait les enfants mais on ne voyait pas les parents. On ne voyait le nouveau-né que comme un estomac qui mangeait et dormait. Et puis on s'est rendu compte

que la famille ne venait pas juste pour un accouchement. Il fallait participer à l'accueil de cet enfant, lui donner de la présence. »

En consultation, Patrick Wadoux pouvait se montrer déroutant, renvoyant aux parents les questions qu'ils se posaient. Parce que, bien souvent, ils ont leur propre réponse en eux-mêmes. « Il faut avoir confiance par principe », estime-t-il. La pédiatrie est une discipline récente, née dans les années 1950. Patrick Wadoux regrette de voir ses rangs se clairsemers, par manque de valorisation de la dimension « intellectuelle » des actes pratiqués. « On ne doit pas soigner un enfant comme un petit adulte, tout comme on ne s'occupe pas de la même façon d'une personne de 90 ans et d'une autre de 40 ans. »

# Transition assurée à la maternité



La maternité a été la troisième labellisée en France. ARCHIVES J.G.

**HÔPITAL** L'effectif de pédiatres se renouvelle au sein de l'établissement qui surfe sur la dynamique du label Ami des bébés, entretenu depuis 2003

Patrick Wadoux peut respirer. La continuité devrait être assurée pour l'activité pédiatrique au sein de la maternité. Son confrère, Alain Nebout, officie pour quelques mois encore. Le docteur Najim Ifrak, basé à Saintes, vient deux jours par semaine. Sandrine Avenel, qui s'est installée en libérale au sein de la clinique il y a quatre ans, semble prête à venir travailler à l'hôpital. Et Anne-Laure Moreau, une spécialiste du CHU de Bordeaux, se prépare à poser ses valises à Cognac pour une activité de praticienne hospitalière à mi-temps. « C'est une

chance terrible, je suis très content. La permanence du soir est assurée et il y aura des consultations externes », se réjouit Patrick Wadoux.

## La dynamique Ami des bébés

Pour lui, c'est le label Ami des bébés, obtenu en 2003, qui a « sauvé » la maternité de Cognac quand celles de Royan ou Saint-Jean-d'Angély ont perdu la leur. Ce « travail d'équipe » était parti d'un constat : un faible taux d'allaitement maternel. Il est passé de 38 à 62 % aujourd'hui. Et, au-delà, c'est toute une philosophie d'accompagne-

ment des parents qui s'est mise en place.

La « salle d'accouchement physiologique », qui respecte le rythme des mères en réduisant la médicalisation, est « demandée par une mère sur trois ». Et le père a pleinement trouvé sa place dans cette approche. Les couveuses ne servent presque plus, le service privilégie le « peau à peau ». Au sein de l'hôpital, ou à travers ses actions en tant que membre du club service des Kiwanis, Patrick Wadoux a notablement contribué à cette belle santé.

## L'hôtel François-1<sup>er</sup> affiche son évolution

**ÉCONOMIE** L'établissement a célébré l'extension dans les limites de l'enseigne d'origine, en 1870

Il était temps ! Lundi midi, les partenaires et clients fidèles étaient conviés à l'inauguration officielle de l'hôtel François-1<sup>er</sup>. ... cinq ans après sa réouverture ! « Tout s'est enchaîné, on n'a pas eu le temps de souffler », glisse le couple de gérants, Marc et Isabelle Péron. L'établissement était fermé depuis sept ans, ils l'ont remis à flot. Lundi, ils célébraient surtout un événement tout neuf : l'extension dans les anciens locaux du Crédit Mutuel (lire notre édition du 15 septembre).

Le bar Louise y a pris ses aises, en association avec la société Konnoisseur de Germain Canto et Magalie Brullé, et le bartender Damien Verryser. L'hôtel y a cinq chambres, assez vastes, ainsi qu'une grande salle de réunion modulable en trois compartiments. « C'est ce qui manquait à l'hôtel. Tout a été refait pour intégrer la technologie dernier cri. Maintenant, en termes hôteliers, on a un produit complètement achevé », considère Marc Péron.

### Rester à quatre étoiles

« Nous redonnons à l'établissement sa dimension d'origine », pointe Isabelle Péron. Celle de celui qui s'appelait L'Hôtel de Londres à sa création, en 1870. « Il comptait alors une par-



Marc et Isabelle Péron devant la salle de séminaire. PHOTO P.H.M.

tie restaurant qui a, par la suite, été reprise par le Crédit Mutuel », note la gérante. L'enseigne renforce son potentiel à point nommé. L'ouverture des chais Monnet, avec une centaine de chambres à la clé, est annoncée pour 2018. Le nouveau venu veut briller de cinq étoiles. L'hôtel François-1<sup>er</sup>, lui, a fait le choix de rester dans son créneau actuel : quatre étoiles. Désormais, il n'oublie plus de le faire savoir.

**Philippe Ménard**



André Manoukian était le 7 juillet dernier à Blues Passions. Il revient pour Piano en Valois. ARCH.A.L.

# Manoukian et Malia, un unisson sensuel

**CHÂTEAUBERNARD** Le pianiste sera ce soir au Castel pour le festival Piano en Valois

**I**l est pianiste, auteur, compositeur, animateur radio et télé. André Manoukian aime se multiplier. En juillet dernier, on l'a ainsi vu sur la scène « 1715 avenue du blues », à Cognac Blues Passions, puis au festival de Royan (17) Violon sur le sable. Il revient ce soir en Charente dans le cadre de Piano en Valois. Le musicien aux racines arméniennes s'associe à la chanteuse britannique Malia, originaire du Malawi, pour un répertoire 100 % jazz, à 20 h 30 au Castel, à Châteaubernard.

## Ne pas sacrifier la musique

André Manoukian est parti à 19 ans aux États-Unis pour intégrer l'école de musique privée The Berklee College of Music. « Un des meilleurs moments » de sa vie qu'il met en parallèle avec la façon d'enseigner la musique classique en France. Sans prendre de gants. « Mes parents ne m'ont pas beaucoup aidé. À l'époque, en France, il n'y avait pas de cours de jazz. Je fréquentais un club de jazz à Lyon. Leurs partitions tenaient sur quelques bouts de notes griffonnés sur un ticket de métro. Quand je demandais aux gars : "tu me donnes un cours", ils ne savaient pas. C'est quelque chose qu'ils avaient appris d'instinct. Jusqu'au jour où l'un d'eux m'a dit : "bois un whisky, ça va venir". J'en ai eu ras le bol. Je suis parti à Boston où je me suis payé les cours en travaillant. On m'a donné une feuille de papier. Toutes les choses qu'un musicien devait savoir pour s'exprimer sur le piano tenaient sur une demi-feuille. Chez nous, depuis Napoléon, une école de musique s'appelle un Conservatoire. C'est de la boîte de conserve ! Ça devient un truc sacré : admirez le maître et essayez de le reproduire. C'est comme si vous appreniez à un bébé à lire et à écrire avant de lui apprendre à parler. Les classes de composition viennent après des années d'étude. C'est une connerie sans nom ! »

« **Sud Ouest** » Vous avez une façon très sensuelle de caresser les touches du piano qui deviennent revêtement charnel...

**André Manoukian** J'en ai pour toute la semaine avec ce que vous venez de me dire ! Ma deuxième professeur de piano était une dame imposante, à Lyon. Elle me disait : « arrête, arrête, tu vas me casser le piano ! » J'avais de la technique. Pour elle, chaque note était une balle qui rebondit. Elle m'a branchée sur la gourmandise et la sensualité de la note.

**Si Malia était un parfum, quel serait-il ?**

Un parfum avec de l'opium. Une fragrance très profonde et pas entêtante avec de la légèreté.

**Comment vous êtes-vous rencontrés ?**

C'est elle qui m'a contacté. Elle vivait à Londres. Après un chagrin d'amour, elle a rejoint sa sœur, à New York. En entendant chanter Liane Foly, elle s'est dit : « C'est ce que je veux faire ! » Ma maison de disques m'a appelé. Six mois plus tard, je recevais un disque. En l'entendant, je me suis dit : « Comment je vais faire pour ne

pas abîmer ça. » Elle est venue à Paris. On a fait trois albums ensemble. Pour le festival, nous jouons pour moitié des reprises, pour l'autre nos chansons.

**Y a-t-il une musicalité particulière dans les deux Charentes pour vous y voir vous produire à plusieurs reprises ?**

Chaque fois que je viens, tout le monde me fait faire des dégustations. L'œnologue emploie un vocabulaire très riche : notes, harmonies, accords etc. L'esprit du vin a un lien très fort avec celui de la musique. C'est un lien d'altruisme, d'art de vivre et de proximité. On a le temps de bien vivre et d'apprécier les belles choses. Et puis, à Angoulême, il y a quelque chose qui me touche. Je repense à « Illusions perdues », de Balzac, où Lucien Rubempré tombe amoureux d'une baronne. C'est le héros du coin qui pense exploser à Paris. Aujourd'hui, on est toujours dans ce drôle de pays où on pense que tout se joue à Paris.

**Quel regard portez-vous sur la programmation de Piano en Valois qui privilégie les jeunes solistes, la diversité des styles et des répertoires ?**

Je suis à fond pour. Il ne faut pas cataloguer les musiques et je citerai Duke Ellington : « Il n'existe que deux sortes de musique : la bonne et la mauvaise ».

**Vous pouvez nous parler de votre nouvel album « Apatride » qui sortira au mois de novembre ?**

C'est le 3<sup>e</sup> album consacré à la musique de mes ancêtres. Dans le 1<sup>er</sup>, j'avais repris des airs folkloriques, dans le 2<sup>e</sup>, des airs intellectuels. Dans celui-ci, j'ai voulu aller sur la mélodie. Ma grand-mère est décédée j'avais cinq ans. J'ai perdu la langue. J'avais envie de renouer avec l'Orient. Il y a des endroits maudits. Le rôle du musicien, c'est de rassembler. Dans une des chansons, un chanteur azérien parle d'un amour entre deux jeunes (turc et arménien). Ils ont tout le monde à leurs trousses. La terre les engloutit et une source d'eau jaillit. Les Azériens, les Turcs et les Arméniens se disputent la paternité. Moi j'ai envie de leur dire : « aller vous faire foutre, elle est à tout le monde cette chanson ! »

**Recueilli par Sandra Balian**

À 20 h 30, ce soir au Castel. Tarif : 25 euros, gratuit pour les moins de 18 ans accompagnés.

## CYCLISME

# Les jeunes en cyclo-cross

**CHÂTEAUBERNARD** Le parcours modifié a fait le bonheur des amateurs

Les compétiteurs du premier cyclo-cross picto-charentais ont eu à composer avec la pluie dimanche 1<sup>er</sup> octobre. Pour cette édition 2017, le parcours dessiné par le club Team Cycliste Châteaubernard a été quelque peu modifié et concentré sur les Hauts de l'Échassier. Le public a pu ainsi mieux profiter du spectacle et les coureurs limiter les chutes.

À saluer la belle performance de Loïc Herbreteau chez les seniors qui s'offre là sa 3<sup>e</sup> victoire. Chez les plus jeunes, la Team a fait un parcours sans faute et monte à chaque fois sur les premières marches du podium. La prochaine compétition cyclo-cross organisée par les Cas-

telbernardins se déroulera le 3 décembre sur les Coteaux de Genté.

### Résultats

**Pupilles** 1<sup>er</sup> Sébastien Faure (pup 1, TC Châteaubernard), 2<sup>e</sup> Noa Tranchant (pup 2, V. Naintré), 3<sup>e</sup> Kylian Jobit (pup 2, TC Châteaubernard).

**Benjamins** 1<sup>er</sup> Yanis Jobit (benj 2, TC Châteaubernard), 2<sup>e</sup> Gabin Gauthier (benj 1 UA La Rochefoucauld), 3<sup>e</sup> Quentin Tranquard (benj 2, VC Rochefort), 4<sup>e</sup> Marin Bernard (benj 1, UA La Rochefoucauld), 5<sup>e</sup> Eli Cron (benj 1, UV Angérienne), 6<sup>e</sup> Tessa Gerdil (benj 1 fém, TC Châteaubernard).

**Minimes** 1<sup>er</sup> Julien Benoit (min 2, VC Rochefort), 2<sup>e</sup> Antoine Boucher (min 2, Côte de beauté cyclisme),



Sur le podium des pupilles : Noa Tranchant (V Naintré), Sébastien Faure et Kylian Jobit de la Team Cycliste Châteaubernard. PHOTO SANDRA BALIAN

3<sup>e</sup> Victor Huceau (min 2, AC4B), 4<sup>e</sup> Romain Rosello (min 2, VC Saintais), 5<sup>e</sup> Noémie Bonnin (min 1 fém, CC Vervant), 6<sup>e</sup> Titouan Gourdeau (min 2, UCC Vivonne), 7<sup>e</sup> Quentin Faure (min 1, TC Châteaubernard), 8<sup>e</sup> Thomas Geay (min 2, AC Macqueville 17), Charlyne Gauthier (min 1 fém, UA La Rochefoucauld).

**Cadets** 1<sup>er</sup> Fabien Potet (cad 1, CA Givray), 2<sup>e</sup> Simon Bruet (cad 2, EC3M), 3<sup>e</sup> Antonin Souchon (cad 2, côte de

beauté cyclisme), 4<sup>e</sup> Marius Masoch (cad 1, UA La Rochefoucauld), 5<sup>e</sup> Mathéo Bonnin (cad 1, CC Vervant), 6<sup>e</sup> Valentin Tranchant (cad 2, V Naintré), 7<sup>e</sup> Anthonin Ladeux (cad 1, Côte de beauté cyclisme), 8<sup>e</sup> Aubin Gantier (cad 2, VC Charente Océan), 9<sup>e</sup> Guillaume Gaillard (cad 1, G Manslois), 10<sup>e</sup> Quentin Mahistre (cad 2, PST Florent Niort), 11<sup>e</sup> Thomas Philippon (cad 1, G Manslois), 12<sup>e</sup> Antoine Geay (cad 2, AC Macqueville

17), 13<sup>e</sup> Pauline Faure (cad 2 fém, TC Châteaubernard), 14<sup>e</sup> Émeline Gauthier (cad 2 fém, UA La Rochefoucauld).

**Juniors** 1<sup>er</sup> Tom Mainguenaud (jun 2, PST Florent Niort), 2<sup>e</sup> Anthony Brégière (jun 1, EC3M), 3<sup>e</sup> Théo Lauseille (jun 1, P Jonzac), 4<sup>e</sup> Jérémie Rambeau (jun 2, Creuse Oxygène), 5<sup>e</sup> Simon Fusiller (jun 2, G Manslois), 6<sup>e</sup> Brieux Gourdeau (jun 2, UCC Vivonne).

